

JOURNAL OFFICIEL
DE LA
RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE
DE
MAURITANIE

BIMENSUEL
Paraissant les 15 et 30
de chaque mois



28 Ramadan 1415
28 Février 1995

37^e année

Sommaire

I - LOIS ET ORDONNANCES

II - DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Actes Divers

- | | | |
|-----------------|-------|---|
| 21 février 1995 | | Décret n° 017 - 95 portant nomination du directeur de cabinet du Président de la R |
| 21 février 1995 | | Décret n° 018 - 95 portant nomination de la directrice adjointe de cabinet du Prési |
| 21 février 1995 | | Décret n° 019 - 95 portant nomination du ministre secrétaire général de la Prési |
| 21 février 1995 | | Décret n° 020 - 95 portant nomination de certains membres du Gouvernement. |
| 26 février 1995 | | Décret n° 022 - 95 portant nomination du chef du cabinet militaire du Président d |

Ministère de la Défense Nationale*Actes Divers*

- 31 décembre 1994 ... Décret n° 124 - 94 portant promotion d'officiers de l'Armée Nationale aux grades supérieurs
- 31 décembre 1994 ... Décret n° 126 - 94 portant promotion d'un officier de l'Armée Nationale
- 16 janvier 1995 ... Décret n° 010 - 95 portant admission à la retraite par limite d'âge de personnel Officier de l'Armée Nationale

Ministère des Finances*Actes Réglementaires*

- 31 décembre 1994 ... Arrêté n° R - 333 relatif au contrôle douanier des moyens de paiement transportés par avion
- 31 décembre 1994 ... Arrêté n° R - 334 fixant la valeur mercantile pour le blé
- 31 décembre 1994 ... Arrêté n° R - 335 fixant la valeur mercantile pour le riz

Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime*Actes Divers*

- 30 novembre 1994 ... Arrêté conjoint n° R 299 portant autorisation d'occupation temporaire d'une Parcelle de l'Etat Maritime et Terrestre au Profit du Chantier Naval du Sahel

Ministère de l'Equipeement et des Transports*Actes Réglementaires*

- 15 décembre 1994 ... Décret n° 94-105 portant concession à la SAM des Aéroports de Nouakchott et de Nouadhibou de gestion des Aéroports Secondaires à la SAM-SA avec définition des cahiers des charges

III - TEXTES PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION**IV. - ANNONCES**

II. DECRETS, ARRETES, DECISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE.

ACTES DIVERS

DECRET n° 017 - 95 du 21 février 1995 portant nomination du directeur de cabinet du Président de la République.

ARTICLE PREMIER - Monsieur Bennahi ould Ahmed Taleb est nommé directeur du Cabinet du Président de la République.

ART. 2. - Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

DECRET n° 018 - 95 du 21 février 1995 portant nomination de la directrice adjointe de cabinet du Président de la République.

ARTICLE PREMIER - Madame El Alia mint Menkouss, est nommée directrice adjointe de cabinet du Président de la République.

ART. 2. - Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

DECRET n° 019 - 95 du 21 février 1995 portant nomination du ministre secrétaire général de la Présidence de la République.

ARTICLE PREMIER - Est nommé ministre secrétaire général de la Présidence de la République : Colonel Ahmed ould Minnih.

ART. 2. - Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

DECRET n° 020 - 95 du 21 février 1995 portant nomination de certains membres du Cabinet du Président de la République.

ARTICLE PREMIER - Sont nommés :

- Ministre de la Défense : M. Abdallahi ould Abdou
- Ministre des Finances : M. Biya
- Ministre du Plan : M. Ch'Bih ould Cheikh
- Ministre des Pêches : M. Cheikh Khouna.
- Ministre du Commerce : M. Diagne
- Ministre des Mines : M. N'Gaidé Kamine
- Ministre de l'Équipement : M. Sow Mohamed
- Ministre de l'Éducation : M. Louleid ould Wedda
- Ministre de la Fonction Publique : M. Mohamed ould Moh

ART. 2. - Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

DECRET n° 022 - 95 du 21 février 1995 portant nomination du chef du cabinet du Président de la République.

ARTICLE PREMIER - Le colonel est nommé chef du cabinet du Président de la République.

ART. 2. - Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Ministère de la Défense Nationale

ACTES DIVERS

DÉCRET n° 124 - 94 du 31 décembre 1994 portant promotion d'officiers de l'Armée Nationale aux grades supérieurs.

ARTICLE PREMIER - Les officiers d'active de l'Armée Nationale dont les noms et matricules suivent sont promus au grade supérieur à compter du 31 décembre 1994 conformément aux indications suivantes:

I - SECTION TERRE

POUR LE GRADE DE LIEUTENANT - COLONEL

Le Commandant:

4/5- Limam ould D'Ahmed ould Toueilib, matricule 74.048

POUR LE GRADE DE COMMANDANT

Les capitaines:

13/16-Sidi ould Ely Savi, matricule 78 923

14/16-El Boukhary ould Ahmedou, matricule 77 1015

15/16 Mohamed Lemine ould El Bah, matricule 741026

16/16 Sidi Mohamed ould Cheikh Boye, matricule 81 186

POUR LE GRADE DE CAPITAINE

Les Lieutenants:

28/37-Med Vadel ould Mamine, matricule 801201

29/37-Med Lemine ould Med ould Blat, matricule 85 421

30/37-Keita Boubacar, matricule 801200

31/37 Jemal ould Mehdi, matricule 86 346

32/37-Med Mahmoud ould Youba, matricule 70339

33/37- Kar ould Nou, matricule 72 170

34/37-Ely ould Mohamedou, matricule 70 300

36/37-Diamo Mamadou Soumaré, matricule 70336

37/37-Sidibé Boubacar, matricule 72 012

POUR LE GRADE DE LIEUTENANT

Les Sous - Lieutenants:

34/36-Mahfoudh ould Med Abdallahi, matricule 88 797

35/36- Mohamed ould El Mamy, matricule 89 558

36/36-Bocar Mamadou, matricule 84 596

II - SE

POUR LE GRADE DE

Le Capitaine de Corvet

02/05-Mohamed A

matricule 6

POUR LE GRADE DE

L'Enseigne de Vaisseau

35/37-Ahmed marhl

072

III - CORPS

POUR LE GRADE DE

Les medcins command

3/05-Abdou l'assa ,

5/05- Ghoulam ould

ART. 2. - Le ministre chargé de l'exécution publié au Journal Officiel de Mauritanie.

DÉCRET n° 126 - 94 portant promotion d'un officier

ARTICLE PREMIER - Le Natouga M'Bodj, matricule de lieutenant d'active 1994.

ART. 2. - Le ministre chargé de l'exécution publié au Journal Officiel de Mauritanie.

Décret n° 010-95 de admission à la retraite Officier de la Gendarmerie

ARTICLE PREMIER - Les nationale dont les nom admis à la retraite par janvier 1996.

Nom et prénom Sidi M lieutenant , matricule 06 enfants état des ser ans 08 mois.

Nom et prénom Lebib oul Hamadi, grade lieutenant, matricule G.79.068, situation de famille 08 enfants état des services à la date de radiation 25 ans 11 mois

Nom et prénom Aboubecrine Aldiouma Wade grade lieutenant, matricule G.79.071, situation de famille 09 enfants état des services à la date de radiation 24 ans 09 mois

Nom et prénom Hama Lemine oul Soueid'Ahmed grade lieutenant, matricule G 79 073, situation de famille 06 enfants état des services à la date de radiation 22 ans 07 mois

Nom et prénom Youba oul lieutenant, matricule G.79.111 enfants état des services 08 mois

ART.2. - Ces officiers seront le concerné, d'un bon de transport, de déplacement valables dans de leur résidence d'affectation recrutement.

ART.3. - Le Ministre de la chargé de l'exécution du présent arrêté est publié au Journal Officiel Islamique de Mauritanie.

Ministère des Finances

ACTES REGLEMENTAIRES

ARRÊTÉ n° R - 333 du 31 décembre 1994 relatif au contrôle douanier des moyens de paiement transportés par les voyageurs.

ARTICLE PREMIER - L'article 3 de l'arrêté R - 35/MP du 29 septembre 1993 fixant les contrôles douanier des moyens de paiement transportés par les voyageurs est remplacé par le nouvel article 3 suivant :

les résidents se rendant à l'étranger sont tenus de déclarer à la sortie du territoire national les moyens de paiement dont ils sont porteurs.

A cet effet, ils doivent présenter au contrôle douanier leur passeport et leur titre de transport annotés par la Banque ou le Bureau de change leur ayant délivré des devises. S'ils détiennent des billets de banque étrangers destinés au règlement d'importations, ils doivent en outre présenter le bordereau de vente de devises établi par ladite banque ou ledit bureau de change.

ART. 2. - Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires et notamment l'article 3 de l'arrêté n° R - 135 du 29 septembre 1993.

ART. 3. - Le Directeur Général des Douanes est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTÉ n° R - 334 du 31 décembre 1994 relatif à la valeur mercantile pour le blé.

ARTICLE PREMIER - La valeur mercantile du blé servira de base à la perception de l'impôt sur l'importation du blé est fixé à Blé = 16,537UM le Kg.

ART. 2. - Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

ART 3. - Le Directeur Général des Douanes est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTÉ n° R - 335 du 31 décembre 1994 relatif à la valeur mercantile pour le riz.

ARTICLE PREMIER - La valeur mercantile du riz servira de base à la perception de l'impôt sur l'importation du riz est fixé à Riz = 27,258 UM le Kg

ART. 2. - Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

ART. 3. - Le Directeur Général des Douanes est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime

ACTES DIVERS

Arrêté conjoint N° R 299 du 30/11/1994 portant autorisation d'occupation temporaire d'une Parcelle du Domaine public Maritime et Terrestre au Profit du Chantier Naval du Sahel

ARTICLE PREMIER - Le chantier naval du Sahel est autorisé à occuper à titre temporaire et révocable pour une durée de 15 ans (quinze ans) une parcelle du domaine public maritime de 150.000 m² (cent cinquante mille mètres carrés) du (plan de de situation joint au présent arrêté) pour l'installation d'un chantier naval.

ART. 2 - La redevance annuelle imposée au permissionnaire est de 15.000.000 UM (quinze millions ouguiyas, pour la première année la redevance sera égale au prorata du nombre de jours comptés à partir de la date de la signature du présent arrêté jusqu'à la fin de l'année multiplié par le coût journalier de la redevance

Pour les années à venir les redevances seront versées annuellement et d'avance le 31 Décembre de chaque année à la caisse du receveur des domaines et de l'enregistrement et chaque copie de quittance adressée au service du Domaine Public Maritime à la Direction de la Marine Marchande

ART. 3 - La présente autorisation est accordée dans le cadre des conditions actuelles et de la réglementation du domaine public maritime applicable en la matière. Le permissionnaire sera tenu.

a)- de faire constater par un procès-verbal dressé par la Marine Marchande et des travaux publics
b)- de respecter la réglementation en matière d'hygiène, la salubrité et la sécurité
c)- en fin d'occupation, dans le cadre de cet arrêté, un état sera dressé par les services de la Marine et les Travaux Publics

ART. 4 - Si dans un délai de 15 jours l'Etat n'a pas fait constater par un procès-verbal les services de la Marine et des Travaux Publics il sera mis fin à l'occupation par simple lettre adressée au permissionnaire par le Ministère de l'Economie Maritime.

ART. 5 - Toute cessation d'occupation entraîne le retrait de l'autorisation.

ART. 6 - Toute violation de l'arrêté entrainera le retrait de l'autorisation après mise en demeure de se conformer aux mêmes formes prévues.

ART. 7 - Les secrétaires de l'Economie Maritime et des Pêches et de l'Economie Maritime et des Transports sont chargés, de l'application du présent arrêté, publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Ministère de l'Équipement et des Transports

ACTES REGLEMENTAIRES

DÉCRET n° 94-105 du 15 décembre 1994 portant concession à la SAM des Aéroports de Nouakchott et de Nouadhibou et du mandat de gestion des Aéroports Secondaires à la SAM-SA avec définition des cahiers des charges.

ARTICLE PREMIER - Concession des Aéroports de Nouakchott et de Nouadhibou.

L'Etat, ci-après désigné " l'Autorité concédante " accorde, à la société des Aéroports de Mauritanie (SAM-SA), ci-après désignée " le Concessionnaire ", la concession de la gestion et de l'exploitation des Aéroports de Nouakchott et de Nouadhibou.

Sont exclus du champ d'application du présent décret les installations, services et de l'ASECNA (art. 1er du cahier des charges.

ART 2 - Mandat de gestion des aéroports secondaires.

L'Etat donne mandat à la SAM-SA d'assurer l'exploitation des aéroports secondaires. Pour ce faire, la SAM-SA devra, cependant la responsabilité des investissements nécessaires.

ART 3 - Durée - Le mandat de gestion sera conclu pour une durée de 10 ans.

ART 4 - Cahiers des charges
a) de la concession

Le cahier des charges de la concession des aéroports de Nouakchott et de Nouadhibou confié par l'autorité concédante au concessionnaire, est annexé au présent décret dont il est partie intégrante.

Il définit les droits et obligations du concessionnaire dans l'accomplissement des missions qui lui sont confiées.

Il fixe l'inventaire des infrastructures terrains, bâtiments et équipements affectés par l'autorité concédante à la concession suivant liste ci-jointe (valeur à préciser)

b)- Du mandat de gestion

Le cahier des charges du mandat de gestion des aéroports secondaires est lui aussi annexé au présent décret dont il est partie intégrante. Il définit les droits et obligations du mandataire dans l'accomplissement des missions qui lui sont confiées ainsi que les conditions de prise en charge des infrastructures, terrains, bâtiments et équipements donnés en gestion, après inventaire remis par les pouvoirs publics

ART 5 - Mission
a- de la concession

Sous réserve des règles fixées par le présent décret, par son cahier des charges et ses annexes, le Concessionnaire fait son affaire de la gestion des services concédés et dispose de l'autonomie de gestion correspondante

Il s'engage, pendant la période de la concession, à gérer et exploiter aux meilleures conditions de coût et de qualité de services, les terrains, ouvrages, bâtiments, installations, matériels, services aéroportuaires, selon les dispositions du cahier des charges.

Le concessionnaire apporte son concours à l'Autorité concédante pour la définition de la politique générale aéroportuaire et pour la préparation des décisions chaque fois que ses compétences sont nécessaires.

b- du mandat de gestion

LA SAM-SA s'engage pendant la période de la concession à assurer l'exploitation des aéroports secondaires

ART 6 - Investissements

Le concessionnaire s'engage à assurer la gestion de tutelle de programmes d'investissement qu'il est chargé de réaliser dans le fonctionnement des aéroports, tout en respectant l'équilibre financier.

Pour les aéroports sous mandat de gestion, la SAM-SA proposera à l'Etat les investissements qu'elle juge indispensables pour la réalisation de son mandat. L'Etat assurera le financement de la réalisation.

ART 7 - Service de l'emprunt

Outre le remboursement des emprunts, le concessionnaire contractera dans le cadre de son mandat, des emprunts auprès des assureurs pour la réalisation de son mandat. L'Etat assurera le financement de la construction de l'aéroport.

ART 8 - Compte de gestion

La SAM-SA assurera, en collaboration avec le Ministère chargé de l'aviation, la tenue d'un compte spécial dénommé "Compte de gestion de l'Etat" destiné à couvrir les dépenses de l'entretien des aéroports.

Ce compte sera alimenté par les recettes des redevances d'atterrissage et des redevances de parking du concessionnaire en application des tarifs approuvés. Les modalités de gestion de ce compte sont fixées par le décret conjoint du ministre des Finances et de l'Équipement et des Transports.

ART 9 - Clef de répartition des dépenses

Le concessionnaire perçoit les redevances d'atterrissage, des redevances de parking, des redevances fret, des redevances de service, selon la clef de répartition des dépenses.

REDEVANCES.	PART ASECNA-%	PART C.G.E-%	PART
Atterrissage International	48	13	
Atterrissage National	44	14	
Passagers	00	00	
Fret	00	00	
Stationnement	00	00	
Domaniales	00	00	
Autres	00	00	

ART 10 - Fixation des Taxes et redevances

a) les tarifs des redevances aéronautiques perçues par le concessionnaire sont fixés par décret.

b) Les redevances extra-aéronautiques sont soumises à l'approbation du Ministre chargé de l'Aviation Civile.

Si le Ministre n'a pas répondu dans les 45 jours, l'approbation est acquise au concessionnaire.

Les redevances sont recouvrées selon les règles et procédures propres au concessionnaire.

Elle sont dues et exigibles par le seul fait de l'usage des ouvrages, installations, bâtiments et outillages qu'elles rémunèrent. En cas de non paiement des redevances dues par l'exploitant de l'aéronet, le concessionnaire est admis à demander à l'autorité responsable de la circulation aérienne sur l'aérodrome, la rétention au sol de l'aéronef jusqu'à consignation du montant des sommes en litige.

ART 11 - Régime fiscal et douanier

Le concessionnaire est soumis au régime commun de la nouvelle législation fiscale en vigueur en République Islamique de Mauritanie. En conséquence, l'Etat s'engage à faciliter l'augmentation des redevances permettant d'atteindre l'équilibre financier de la Société des Aéroports de Mauritanie.

A la fin de la concession compte les droits et obligations du concessionnaire et approuvé par l'exercice de sa tutelle.

ART 12 - Assistance technique
L'autorité concédante autorise la conclusion, avec la Chambre d'Industrie de Bordeaux, d'un contrat réalisé par l'Etat, un contrat.

ART 13 - Le Ministre chargé des Transports, le Ministre de l'Économie et du Plan sont chargés, chacun de l'exécution du présent décret, la procédure d'urgence.

ANNEXE
CAHIER DES CHARGES
ABROU
DE NOUAKCHOT
TITRE
DEFINITION ET NATURE

ARTICLE PREMIER CONCESSION

La présente concession a pour objet les aéroports de Nouakchot. La situation est décrite dans le cahier des charges, la description des terrains, les installations, l'équipement, la fourniture de prestations et le fonctionnement des dits aéroports.

L'objet de la concession porte essentiellement sur l'étude des moyens nécessaires au développement des aéroports en fonction du trafic et de leur financement. Le concessionnaire les propose à l'autorité concédante. Après accord de cette dernière, le concessionnaire est chargé de leur mise en oeuvre, conformément à la réglementation en matière de procédure de passation des marchés de l'Etat.

ARTICLE 2 : DEFINITIONS

La gestion consiste à fournir aux usagers la meilleure qualité de service au moindre coût, avec le souci d'équilibrer financièrement la concession, d'assurer le service de la dette et de dégager l'autofinancement nécessaire au renouvellement des installations et du matériel, et, dans la mesure du possible, au développement de chaque aéroport.

La gestion comporte l'action sur les dépenses concernant les moyens en personnel, en fournitures, travaux et prestations, et l'action sur les recettes par la tarification qui doit permettre de faire payer à l'usager le coût du service rendu, et par la mise en oeuvre et le développement d'activités et de prestations rentables.

L'entretien ou maintenance consiste à maintenir en bon état de fonctionnement le patrimoine immobilier et mobilier de la concession, de façon à ce qu'il convienne toujours à l'usage auquel il est destiné.

L'exploitation des aéroports consiste à mettre en oeuvre et faire fonctionner les installations et services nécessaires aux usagers ou mis à leur disposition.

ARTICLE 3 : EXCLUSIVITE

L'Autorité concédante accorde le bénéfice de l'exclusivité au concessionnaire pour l'objet de la concession visé à l'article premier.

Toutefois, seront exclus de la concession :

- 1 - les missions relevant de la responsabilité opérationnelle et financière de l'Etat :
 - Sécurité des usagers et des installations (forces de l'ordre)
 - contrôle transfrontalières (police - santé douane)
 - contrôle de la circulation toutes zones
 - réglementation du transport aérien
 - tutelle de la concession
 - gestion des droits de trafic et attribution des créneaux horaires après avis du concessionnaire
 - gestion et entretien du pavillon présidentiel de Nouakchott (compte de gestion Etat).
- 2 - Les missions relevant de l'ASECNA au titre de l'article 2 de la convention de Dakar :
 - navigation aérienne - contrôle en route,
 - approche, météo aéro-nautique
 - balisage nocturne
 - SSIS (Sécurité, incendie, sauvetage)
 - péril aviation

ARTICLE 4 : TERRAINS, BATIMENTS, INSTALLATIONS ET MATERIELS INCORPORES A LA CONCESSION

L'Autorité concédante confie à l'Etat les terrains, ouvrages, bâtiments, équipements et matériels incorporés à l'annexe 2 au présent cahier des charges. Ceux mis à la disposition de l'Etat sont ceux visés à l'article 2 de la convention de Dakar. Ces biens immobiliers et mobiliers sont propriété de l'Etat Mauritanien.

ARTICLE 5 : REMISE ET PRISE EN CHARGE DE LA CONCESSION

L'Autorité concédante et le concessionnaire dresseront contradictoirement un procès-verbal de remise et de prise en charge des biens, bâtiments, installations, équipements, mobiliers incorporés à la concession. Ce procès-verbal accompagné d'un plan du terrain concédé, indiquera les biens utiles concernant la valeur immobilière et mobilière incorporée. Ce procès-verbal sera signé par l'autorité concédante et le concessionnaire.

ARTICLE 6 : TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT

A partir du diagnostic sur l'état des biens immobiliers et mobiliers incorporés à la concession, et d'après ce qui est dit à l'article 5 ci-dessus, le concessionnaire établit pour ceux de ces biens dont l'entretien ne répond pas aux normes minimales d'utilisation, un programme de travaux de renouvellement. Les conditions de financement des travaux et son échéancier sont arrêtés après concertation entre l'autorité concédante et le concessionnaire.

ARTICLE 7 : ENTRETIEN

Une fois les remises en état effectuées, le concessionnaire a l'obligation de maintenir le patrimoine immobilier et mobilier en parfait état de fonctionnement de façon à ce qu'il convienne à l'usage auquel il est destiné.

ARTICLE 8 : INVESTISSEMENTS

Un programme pluriannuel d'investissement est établi par le concessionnaire et soumis à l'approbation de l'autorité concédante. L'exécution du programme est de la responsabilité du concessionnaire. Toutefois, sa responsabilité est engagée pour la non exécution d'investissements par l'autorité concédante ou d'un tiers.

ARTICLE 9 : REGIME DES BIENS ACQUIS OU CONSTRUITS PENDANT LA DUREE DE LA CONCESSION

Les biens acquis ou réalisés pendant la durée de la concession dans le cadre du programme d'investissements approuvé, sont incorporés à la concession et restent ou deviennent propriété de l'autorité concédante.

La liste de ces biens ainsi incorporés à la concession sera mise à jour tous les ans lors de l'arrêté des comptes de la concession.

ARTICLE 10 : CONTRATS OU ENGAGEMENTS CONCLUS ANTERIEUREMENT AVEC DES TIERS PAR L'AUTORITE CONCEDEANTE

Le concessionnaire, du seul fait de la délivrance de la présente concession, sera substitué à l'autorité concédante dans l'exercice des droits et obligations de ce dernier au regard des tierces personnes qui seraient bénéficiaires de tout contrat portant location, autorisation ou permission d'occupation sur les éléments de la concession.

En conséquence, le concessionnaire prendra à sa charge toutes les responsabilités techniques, administratives et financières découlant pour l'autorité concédante des engagements contractés par cette dernière, dont il reconnaît avoir pris connaissance.

Les bénéficiaires de contrats portant location, autorisation ou permission d'occupation ont les mêmes droits et obligations à l'égard du concessionnaire que de l'autorité concédante avec laquelle ils ont contracté antérieurement.

TITRE II EXPLOITATION

ARTICLE 11 : REGLEMENTS GENERAUX

Le concessionnaire sera soumis aux lois et règlements généraux et de police et notamment aux dispositions réglementaires spécifiques qui pourraient être arrêtées pour préciser les mesures de police applicables sur chacun des aéroports.

En particulier, le concessionnaire applique les consignes de sûreté émises par l'autorité concédante. Il doit notamment s'assurer que l'aménagement général des aéroports satisfait en permanence aux normes de séparation entre la zone publique et le reste de l'aéroport et telles que définies par l'autorité concédante.

ARTICLE 12 : CONCOURS DE LA FORCE PUBLIQUE

L'autorité concédante praitera le concours de la force publique au concessionnaire pour que celui-ci puisse assurer, dans les conditions prévues au présent cahier des charges le service public qui lui est concédé.

ARTICLE 13 : REGLEMENTS

D'EXPLOITATION PAR LES USAGERS

Après consultation et approbation de l'autorité concédante, le concessionnaire règlements d'utilisation préciseront les conditions d'usage de chaque aéroport pourront et services de la concession. Le concessionnaire est tenu à la connaissance des usages d'affiches apposées aux entrées choisies et tout autre moyen d'usager n'en ignore.

ARTICLE 14 : ASSISTANCE AERONAUTIQUE

Le concessionnaire est tenu des services en escales qui leur sont dus. Il pourra, en conséquence, de l'ensemble de ces services de une carence des attributaires.

ARTICLE 15 : BALISAGE DES AEROPORTS

Le concessionnaire sera tenu nuit, les ouvrages, installations pour satisfaire aux conditions de sécurité de la navigation aérienne des aéroports, à l'exclusion de la compétence de l'ASECNA l'article 3 - alinéa 2.

ARTICLE 16 : ECLAIRAGE DES AEROPORTS

Le concessionnaire sera tenu des installations terminales pendant toutes dispositions pour qu'il n'y ait d'interruption de la fourniture électrique, un éclairage minimum installations recevant du public.

ARTICLE 17 : RESPONSABILITE

Le concessionnaire est responsable des normes imposées par l'Etat pour les travaux, l'acquisition des matériaux, les services dont il a la charge, les conséquences que pour la détermination des dites normes. Les dommages causés aux personnes et aux tiers à l'occasion des opérations du concessionnaire, les frais résultant, sont à la charge du concessionnaire dans les conditions de droit commun.

ARTICLE 18 : RISQUES DIVERSES

Dans le cadre de l'exercice de la réserve de l'article 8 - alinéa 2, l'autorité concédante garantit l'autorité concédante tiers.

Le concessionnaire se réserve les conséquences pécuniaires de l'exercice de la réserve pouvant lui incomber du fait de l'exercice de la réserve.

- Redevance de stationnement
- Redevance passages pour usage des installations terminales
- Redevance fret pour usage des installations terminales de marchandises
- Redevance sur la distribution des carburants
- Redevances domaniales et commerciales en contrepartie des autorisations d'occupation du domaine aéroportuaire qu'il accorde
- Et toute autre redevance correspondant à toute prestation de service ou participation financière qu'il serait amené à fournir.

ARTICLE 32 - TARIFS ET RECouvreMENT DES REDEVANCES

Les tarifs des redevances aéronautiques perçues par le concessionnaire sont fixés par celui-ci sous réserve d'approbation du ministère chargé de l'aviation civile. Si ce dernier n'a pas répondu dans les 45 jours suivant la réception de la demande, l'approbation est acquise au concessionnaire.

Le concessionnaire pourra à tout moment sans avoir d'autres justifications indexer ses redevances en fonction de l'évolution des cours de la monnaie de ses emprunts par rapport à la monnaie nationale.

En cas de refus par l'Etat d'homologuer les tarifs de la SAM, celui-ci assume toutes les implications financières qui en résultent pour le concessionnaire.

ARTICLE 33 - EQUILIBRE FINANCIER DE LA CONCESSION

Le concessionnaire doit assurer l'équilibre des comptes de la concession.

Il doit rechercher la couverture de l'ensemble de ses charges d'exploitation prioritairement à l'aide des produits des redevances perçues sur les usagers des aéroports, par une tarification appropriée des services rendus, et en développant des activités et services en particulier dans le domaine extra-aéronautique.

Conformément à l'article 11 du décret, et en raison de la nouvelle législation fiscale en vigueur en République Islamique de Mauritanie à compter de 1995, l'Etat s'engage à faciliter l'augmentation des redevances nécessaire à l'équilibre financier de la concession.

Les charges couvertes incluent notamment les charges d'intérêts et de remboursement en capital des emprunts nécessaires au financement des programmes d'équipement visés à l'article 8 et conformément à l'article 27.

ARTICLE 34 - PUBLICITE DES REDEVANCES

Les tarifs des redevances, ainsi que leurs modalités de perception, sont portés à la connaissance des usagers par tous moyens appropriés, à l'initiative du concessionnaire.

Le concessionnaire informera les usagers des modifications tarifaires un mois avant la date d'application de celles-ci.

ARTICLE 35 - UTILISATION DE LA CONCESSION PAR LES AERONEFS
Les services rendus par les aéronefs de l'Etat Mauritanien sont payables à la redevance.

ARTICLE 36 - COMPTABILITE
La comptabilité des services rendus est tenue en conformité avec les règles applicables aux entreprises commerciales. Elle utilise le plan comptable national.

ARTICLE 37 - AMORTISSEMENT
INCORPORATION A LA CONCESSION
Les biens incorporés à la concession sont amortissables. Les amortissements visent à la production de produits conformément aux articles 1 et 2. Ces amortissements sont calculés sur la base de la durée de vie.

ARTICLE 38 - COMMUNICATION
Chaque année, le concessionnaire soumet à l'Autorité Concédante les comptes, les commentaires d'usage et les documents d'administration de la SAM. L'Autorité Concédante peut, sur demande, se faire communiquer les comptes, les commentaires, les documents complémentaires et l'information.

ARTICLE 39 - AFFECTATION DES REVENUS DE LA CONCESSION

Les ressources reçues par le concessionnaire sont affectées à la concession en fonction des emplois enregistrés dans la concession telle que définie.

ARTICLE 40 - BENEFICES

Le bénéfice net taxable, après déduction des impôts, est comptabilisé et applicable aux paiements de l'impôt sur les bénéfices. Le solde du bénéfice, après déduction de l'impôt, est à la disposition du concessionnaire pour affectation conformément à l'administration.

ARTICLE 41 - OPERATIONS

Le concessionnaire est soumis à des changes en vigueur. Les opérations de la concessionnaire par les aéronefs exploitants et les aéronefs utilisant les aéroports sont payables en devis. Toutefois, le concessionnaire peut céder des devis contre des ouguiyas ou des francs CFA provenant de ces redevances auprès d'une banque agréée pour le fonctionnement de ce compte. Le concessionnaire est tenu de verser une lettre de la Banque Centrale de la République Islamique de Mauritanie pour payer directement le budget annuel en devis. Les devis sont convenus et notamment pour l'assistance technique, les réparations, les vérifications...etc.

ARTICLE 42 - CONTRATS ET ENGAGEMENTS CONCLUS PAR LE CONCESSIONNAIRE

Le concessionnaire doit tenir à disposition de l'autorité concédante tous les contrats et engagements, autorisations et permissions de toute nature accordés ou conclus par lui et concernant les services concédés.

ARTICLE 43 - REGIME FISCAL ET DOUANIER

Le régime fiscal et douanier du concessionnaire a été fixé par le décret de concession en son article 11.

En complément, il est précisé que le personnel expatrié détaché auprès du concessionnaire ne sera soumis en Mauritanie qu'à l'ITS appliqué à la seule partie de son salaire payé en Mauritanie.

Le personnel expatrié pourra importer et réexporter en exonération de tous droits et taxes, les effets et articles destinés à son propre usage ou exporter en exonération ceux de ces effets et articles en Mauritanie, à condition que l'importation et l'utilisation de ces effets et articles soient conformes aux lois et règlements d'application générale en vigueur en Mauritanie.

TITRE V**REVISION ET EXPIRATION DE LA CONVENTION****ARTICLE 44 - DUREE DE LA CONCESSION**

La durée de la concession est fixée par le décret de concession à trente (30) ans.

ARTICLE 45 - REVISION DE LA CONCESSION

Si l'équilibre financier de la concession ne peut être maintenu ou rétabli par les mesures de gestion que le concessionnaire peut prendre sur les charges et les produits, l'étendue et les conditions de la concession peuvent être modifiées par l'autorité concédante, soit à la demande du concessionnaire, soit à l'initiative de l'autorité concédante.

ARTICLE 46 - RENONCIATION AU BENEFICE DE LA CONCESSION

- 1- à l'expiration de chaque période de cinq années et sous réserve d'un préavis d'un an, le concessionnaire a la faculté de renoncer au bénéfice de la concession.
- 2- En dehors des échéances visées à l'alinéa précédent, le concessionnaire peut, sous réserve d'un préavis d'un an, renoncer au bénéfice de la concession à compter du 1er janvier de l'année suivante si des événements non prévisibles sont survenus qui modifient gravement à son désavantage les conditions d'exploitation et l'équilibre financier de la concession.
- 3- Il peut être mis fin à la concession à tout moment par accord entre l'autorité concédante et le concessionnaire.

ARTICLE 47 - RETRAIT OU SUSPENSION DE LA CONCESSION

A toute époque, l'autorité concédante a le droit, le concessionnaire entendu, de prononcer le retrait, total ou partiel, ou la suspension de la concession :

- si l'intérêt public le justifie, une juste indemnité sera alors versée au concessionnaire,
- si le concessionnaire a commis une infraction grave aux dispositions du présent cahier des charges et persiste dans cette infraction malgré une mise en demeure non suivie d'effet.

ARTICLE 48 - DEVOLUTION DES ELEMENTS UTILES AEROPORTS

A la fin de la concession l'échéance fixée par la convention par l'effet de la renonciation ou par l'effet du retrait prévu à l'article 46 :

- 1- l'autorité concédante récupère les éléments de l'actif de l'aéroport
- 2- l'autorité concédante récupère le concessionnaire du personnel expatrié
- 3- l'autorité concédante récupère la suite des obligations contractées par le concessionnaire.

TITRE VI**DISPOSITIONS****ARTICLE 49 - RECRUTEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE**

Le concessionnaire doit recruter, former, qualifier et promouvoir le personnel des aéroports de recrutement, de gestion et de maintenance conformément aux dispositions de la législation mauritanienne du travail. Dans le cadre de la législation mauritanienne, le concessionnaire aura toutes les compétences, niveau d'instruction, expérience. Néanmoins, en dehors des dispositions de la législation mauritanienne, le concessionnaire s'engage à recruter, former, qualifier et promouvoir le personnel expatrié de niveau équivalent à celui des postes disponibles, pour toutes les autres catégories de postes disponibles.

ARTICLE 50 - FORCE MAJEURE

Dans le cas où l'une des parties est victime d'un cas de force majeure de nature à empêcher, en partie, les obligations de cette partie, les obligations de cette partie sont affectées par ladite force majeure. L'impossibilité ainsi causée est temporaire. Le terme "force majeure" est entendu au sens du titre indicatif et non limitatif. Les cas de force majeure sont : la guerre déclarée, l'émeute, les dispositions de la loi, le sabotage, l'incendie, l'explosion, l'accidentel ou non, hors du champ de l'invoque.

La partie affectée par la force majeure est tenue responsable des retards de réalisation des obligations du contrat.

La partie affectée par la force majeure doit, dans un délai de 24 heures, notifier par écrit mentionner la force majeure. Immédiatement après la notification, la réalisation des obligations suspendue pour le ou les articles concernés ne peuvent pas être réalisés en cas de force majeure.

Si cette suspension dure plus de 30 jours, le ou les articles du contrat qui sont suspendus pourront être résiliés immédiatement par l'une ou l'autre des parties sur notification écrite à cet effet envoyée par courrier recommandé à l'autre partie.

ARTICLE 51 - REGLEMENT DES DIFFERENDS

Les parties à la présente convention consentent à soumettre aux juridictions mauritaniennes compétentes tout différend auquel la présente convention pourrait donner lieu et qui n'aurait pu être réglé à l'amiable.

ARTICLE 52 - NOTIFICATION

Toute notification adressée en application de la présente convention sera, soit délivrée en main propre, soit adressée par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 53 - ELECTION DE DOMICILE

Le concessionnaire fait éléction de domicile à Nouakchott en son siège situé dans le domaine de l'Aéroport.

CAHIER DES CHARGES DU MANDAT DE GESTION ET D'EXPLOITATION DES AERODROMES SECONDAIRES DE LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

ARTICLE 1 - OBJET DU MANDAT DE GESTION

L'Etat mauritanien, désigné ci-dessous le Mandant, accorde à la SAM - SA, ci-dessous désignée le Mandataire, un mandat pour assurer l'exploitation et l'entretien des aérodromes secondaires; ainsi qu'indiqué à l'article 2 du décret n° 105 - 94 du 15 décembre 1994.

ARTICLE 2 - RÔLE ET OBLIGATIONS DU MANDANT

Le mandant :

- définit la politique générale concernant les services concédés, en prenant avis auprès de son conseil, le mandataire.
- désigne la direction de l'Aviation Civile, autorité de Tutelle du Mandataire.
- assure le financement des charges d'exploitation et des investissements proposés par le mandataire et qu'il a acceptés.
- complète par l'emprunt ou la subvention ou le budget de l'Etat, les redevances perçues par le compte de gestion Etat si elles s'avèrent insuffisantes pour assurer l'équilibre financier de la gestion qui lui est confiée.
- transfère ou autorise le versement direct sur le compte de gestion Etat des dons et contributions reçus de tiers pour l'amélioration des aérodromes secondaires.

ARTICLE 3 - RÔLE ET OBLIGATIONS DU MANDATAIRE

Le mandataire s'engage à :

- créer et tenir, pour le compte du mandat, le compte spécial dit "compte de gestion Etat" destiné à financer, entre autres, les charges d'exploitation et les investissements réalisés pour les aérodromes secondaires.

exploiter au mieux confié dans le cadre définie par le mandat. Le mandataire fournira son conseil que ses compétences et de technicien se étudier et soumettre en tant que cadre d'un programme d'investissements à un niveau et l'améliorer les secondaires; proposer au mandant le correspondant effectuer.

Si, en raison d'une approvisionnement du signalée par le mandant, le mandataire ne peut remplir son mandat, il pourra en être tenu pour responsable.

ARTICLE 4 - EXCLUSIVITE

Le mandant accorde l'exclusivité de l'exploitation des aérodromes secondaires, stations météorologiques, services de navigation, Sont exclus du mandat de navigation aérienne la responsabilité de l'Etat Mauritanien. Toutefois, en raison des problèmes secondaires, le mandant ne peut assumer la responsabilité de l'Etat, de navigation et d'approvisionnement en balisage lumineux lorsqu'il est nécessaire. Dans ce cadre, le mandant coopère avec l'ASECNA. La convention de Dakar effectuera pour le mandat de l'article 2 du présent protocole entre l'ASECNA pour chaque aérodrome de coopération.

ARTICLE 5 - GESTION DU MANDAT

Le mandataire propose au mandant l'exploitation de l'aéroport, les personnels qu'il emploiera. Une convention particulière fixera les modalités de coopération et du personnel.

ARTICLE 6 - STATUT DES BIENS

Le mandant établit l'inventaire des terrains, ouvrages, bâtiments, équipements et matériels des situations locales.

Le mandant s'engage à constituer l'ensemble des archives, informations techniques, relatives aux aérodromes secondaires.

Un procès-verbal établissant l'état des biens confiés, prendra acte de la signature des deux parties. Ce procès-verbal constituera l'annexe du présent mandat. L'ensemble des biens, immeubles et archives demeure la propriété de l'Etat mauritanien de même pour les biens acquis pendant la durée du mandat de gestion.

ARTICLE 7 - REMISE ET PRISE EN CHARGE DU MANDAT DE GESTION

La remise et la prise en charge du mandat de gestion prendra effet à la date de signature du procès - verbal d'inventaire.

ARTICLE 8 - MAINTENANCE ET ENTRETIEN CONSERVATOIRE

Dès l'entrée en vigueur du mandat de gestion, les deux parties conviendront, s'il y a lieu, des mesures conservatoires ou d'urgence à prendre et des dépenses à engager pour assurer le maintien d'un service minimal sur les aéroports secondaires. En particulier, des mesures réglementaires pourront être immédiatement prises pour garantir la sécurité des usagers.

ARTICLE 9 - PROGRAMME PLURIANNUEL DE REMISE A NIVEAU ET D'INVESTISSEMENT

Dans un délai de huit mois au plus tard après la remise du mandat de gestion, le mandataire présentera au mandant un programme pluriannuel d'amélioration des aéroports secondaires, en accord avec la politique générale définie par le mandant et les ressources financières qu'il accepte d'y consacrer.

Le mandataire fournira au mandant, pour faciliter sa prise de décision, les données économiques en sa possession et tous les renseignements d'ordre statistique concernant l'exploitation des services qu'il assure en application du présent cahier des charges.

ARTICLE 10 - CONTRATS ET ENGAGEMENTS CONCLUS ANTERIEUREMENT AVEC DES TIERS PAR LE MANDANT ET/OU L'ASECNA

Le mandataire, du fait du mandat reçu, sera chargé de la gestion des droits et obligations du mandant, en particulier de ceux qui lui auront été transmis par l'ASECNA au regard des tierces personnes bénéficiaires de tout contrat portant location, autorisation ou permission d'occupation sur les éléments confiés en gestion.

En conséquence, et sous réserve qu'il en ait été informé par écrit lors de la prise en charge de son mandat, le mandataire prendra à sa charge la gestion des engagements ainsi contractés.

ARTICLE 11 - CONCOURS DE LA FORCE PUBLIQUE

Le mandant prêterait le concours de la force publique qu'il détient au mandataire afin que le mandataire puisse assurer, dans les conditions prévues au présent cahier des charges, le service public qui lui est confié notamment dans les cas visés à l'article 12.

ARTICLE 12 - REGLEMENT D'EXPLOITATION PAR LES USAGERS

Dans un délai de huit mois après la prise en charge de la gestion, le mandataire établira, un règlement d'exploitation par les usagers, des installations qui sont confiées.

Ce règlement sera soumis au mandant pour l'approuver dans un délai de huit mois après qu'il sera réputé approuvé.

Le mandataire aura la connaissance des usagers et devra leur en faire connaître l'existence, approuvé par tous les usagers par une publicité satisfaisante. En cas de violation du règlement d'exploitation, le règlement barème d'amendes, perçues et versées au compte de gestion.

ARTICLE 13 - COMPTABILITE, INCIDENTS ET ACCIDENTS

Les agents du mandataire doivent être titulaire d'une habilitation légale aux lois et règlements, de l'exploitation ou tout autre installations et dresser pour la perception d'amendes contrevenants devant le mandant engagées sur la base des pannes.

ARTICLE 14 - BAISSEMENT DE NIVEAU

Le mandataire assurera la maintenance diurne des ouvrages, installations, aéroports secondaires et la sécurité relatives à l'exploitation.

ARTICLE 15 - FOURNITURE D'ELECTRICITE AUX INSTALLATIONS DES AEROPORTS

Le mandataire est chargé de la fourniture d'électricité nécessaire aux installations.

ARTICLE 16 - RESPONSABILITE

Durant le délai de 8 mois après la prise en charge pour l'établissement du règlement d'exploitation des aéroports secondaires, le mandataire sera tenu pour responsable de la non conformité de l'exploitation que constatée dans le présent cahier des dites installations. La responsabilité du mandataire sera tenue que le mandataire lui ait été informé de la situation et les moyens de la faire connaître. Le fait diligence pour y remédier, soit la force publique, qu'il est de sa responsabilité d'opposer aux mesures prises par le mandataire.

Sous réserve des alinéas 1 et 2 ci-dessus, le mandataire assurera les autres risques résultant de l'exploitation des aérodromes secondaires.

Les polices d'assurances souscrites par le mandataire seront automatiquement résiliées par une clause expresse dès lors qu'il est mis fin au mandat de gestion quel'en soit la raison.

ARTICLE 17 - HORAIRES DE FONCTIONNEMENT DES SERVICES DES AERODROMES SECONDAIRES

Les installations et matériels des aérodromes secondaires seront mis à la disposition des usagers conformément aux consignes et règles d'exploitation. Le mandataire fera de son mieux pour adapter les horaires de fonctionnement des aérodromes secondaires aux besoins des usagers et aux conditions d'exploitation du trafic aérien.

ARTICLE 18 - SUSPENSION DE L'EXPLOITATION OU DES OPERATIONS SUR LES AERODROMES SECONDAIRES

Si le mandataire constate qu'il y a danger ou inconvénient grave à poursuivre l'exploitation d'un aérodrome, il pourra, à titre préventif, suspendre les opérations des usagers, jusqu'au rétablissement d'une situation normale. Il en informera immédiatement le mandant.

Aucune indemnité, à quelque titre que ce soit, ne pourra être demandée par les usagers ou le mandant pour une telle interruption.

ARTICLE 19 - DROIT DE SOUS-TRAITANCE

Le mandataire a la faculté de sous-traiter la maintenance, l'exploitation d'ouvrages, d'installations, de matériels et de services mais il reste responsable à l'égard du mandant des obligations résultant du cahier des charges.

ARTICLE 20 - EXECUTION ET CONTROLE DES TRAVAUX

Le mandataire fait exécuter les travaux approuvés et financés par le mandant.

Le mandant se réserve le droit de contrôler les travaux en cours, de s'assurer de leur bonne fin et le cas échéant d'approuver les modifications apportées en cours d'exécution.

ARTICLE 21 - COMPTABILITE - COMPTES - RAPPORT ANNUEL - BUDGET

Le mandataire tiendra une comptabilité spécifique au mandat qui lui est confié.

Les comptes, présentés selon les normes et usages du droit commercial mauritanien, seront présentés annuellement à l'approbation du mandant qui dispose de 45 jours pour approuver ou émettre ses remarques. A défaut, les comptes du mandataire sont réputés être approuvés par le mandant.

La présentation des comptes et du rapport annuel d'activité pour l'exercice suivant. Le rapport annuel d'activité comprendra le compte des contrats, les autorisations et permissions de toute nature accordées par le mandataire avec des t... Le budget prévisionnel, mesure du possible, avec l'annexe établie par le mandataire. Les modifications apportées au programme feront l'objet d'un rapport qui s'imposera aux parties.

ARTICLE 22 - INTERRUPTION DE LA GESTION

Si, pour quelque cause que ce soit, le mandataire se trouve totalement interrompus, avoir constaté la carence du mandataire d'y remédier, le mandataire d'y remédier, conservatoires qu'il juge nécessaires, recours qu'il peut par ailleurs.

ARTICLE 23 - CAS DE FORCE MAJEURE

Le terme de force majeure, et non limitatif, toute guerre déclarée ou non, guerre, la puissance politique, événement hors du contrôle de la partie affectée par la force majeure pour responsable des répercussions dans laquelle elle se trouve, obligations. Toutefois, la partie affectée par la force majeure, dans un délai de 15 jours, l'état de force majeure.

Cette notification suspendra le mandat de gestion.

Si cette suspension excède 30 jours, elle pourra être mise fin au contrat par l'autre des parties par lettre recommandée.

ARTICLE 24 - CLAUSE DE MANQUEMENT

En cas de manquement à l'obligation principale du mandat, l'autre partie a la faculté de résilier partiellement la convention par lettre recommandée, motif de la dénonciation.

ARTICLE 25 - LITIGE

Tout litige découlant de l'exécution du mandat sera soumis à l'arbitrage d'un arbitre choisi par les parties.

A défaut, le litige sera soumis à la juridiction mauritanienne compétente.